

2 - L'EMIGRATION : UN FAISCEAU DE CAUSES ET LEUR EVOLUTION

2 - L'EMIGRATION : UN FAISCEAU DE CAUSES ET LEUR EVOLUTION

A la question relative aux raisons de leur départ, les émigrés apportent plusieurs réponses. Si les faits climatiques sont évoqués, c'est toujours très secondairement par rapport aux structures économiques et sociales du pays, c'est-à-dire le chômage et le manque de terres. Ainsi, causes internes et externes se complètent pour expliquer l'importance du mouvement et son actualité.

2.1. Les causes anciennes : de la pêche à la baleine à l'émigration forcée - sécheresse, famine et manque de terre

Des immigrants originaires des îles du Cap-Vert sont repérés dans l'histoire américaine dès 1685-1700. Il s'agissait de marins embarqués sur des navires baleiniers américains pêchant dans les eaux des îles de l'Atlantique oriental. Sur ces navires, les Cap-verdiens étaient appréciés pour leurs qualités de résistance, de courage et d'adresse.

La migration spontanée des Cap-verdiens vers la Nouvelle Angleterre puis les Etats-Unis est directement liée à cette activité de pêche. Les bateaux relâchaient surtout à Brava et Fogo (plus tard, à Sao Vicente).

Ce sont naturellement les habitants de ces îles qui furent les premiers sollicités et attirés par le départ et cette forme première d'émigration cap-verdienne dura jusqu'au milieu du XIXe siècle.

Mais d'autres causes, plus permanentes, ont longtemps prévalu :

Sur la base de l'échantillon d'enquête réalisée par la SEDES, 16 % des émigrés interrogés ont déclaré avoir quitté le Cap-Vert à cause de la sécheresse. Les émigrés les plus anciens, partiellement rentrés au pays aujourd'hui y ajoutent son corollaire, la famine. En fait, depuis la dernière grande famine (1947-1948) au Cap-Vert, on ne meurt plus de faim : les autorités coloniales avaient à l'époque pris des mesures (y compris l'émigration forcée) pour empêcher le retour de telles catastrophes. Depuis l'Indépendance, le Gouvernement cap-verdien a créé des structures de soutien social qui interdisent le retour des famines. Cependant, malnutrition et, localement, sous-nutrition existent toujours et certains migrants ont présenté "la faim" comme une cause de départ.

Les conditions naturelles contraignantes de l'archipel sont une explication partielle des départs en migration. A. Carreira a bien fait ressortir le lien entre sécheresse plus famine et émigration. Mais les sécheresses exceptionnelles qui jalonnent l'histoire agraire de l'archipel ont surtout servi de révélateur à des situations extrêmes intolérables. La tradition migratoire s'est poursuivie et amplifiée après 1950, même en l'absence de famine.

En ce qui concerne l'émigration des vingt dernières années, il est exact que le Cap-Vert a subi, comme les pays sahéliens continentaux, une longue sécheresse. La rareté et l'extrême irrégularité des précipitations caractérisent l'espace cap-verdien. Bien que les versants montagneux "au vent" des alizés relativement humides de l'Est connaissent des précipitations notables, la plus grande partie du territoire des îles est aride.

La ville de Praia (île de Santiago, altitude 64 m) a une moyenne annuelle de 234 mm de précipitations pour la période 1875-1984 ; Vila de Ribeira Brava (Sao Nicolau), 250 mm pour la période 1944-1982. Comme sur le continent, les pluies "utiles" sont rares et, au-dessous de 350 m d'altitude, le risque de sécheresse pour le maïs, principale plante alimentaire de l'archipel, est intolérable.

Le contexte climatique s'est aggravé depuis la fin des années 1960, avec des successions de séries pluviométriques extrêmement basses : entre 1968 et 1984, par exemple, la moyenne pluviométrique pour Praia est tombée à 125 mm/an.

Les données locales renvoient aux structures générales de la circulation atmosphérique de la planète, qu'il n'y a pas lieu de présenter ici. Ces données climatiques sont aggravées par des conditions géologiques qui renforcent l'aridité. La succession de violents épisodes tectoniques tertiaires et quaternaires ont abouti à la mise en place d'un matériel rocheux surtout éruptif (laves, tufs, cendres). Sur un tel matériel perméable, le ruissellement est rapidement absorbé. Les nappes sont profondes et rares, les couches imperméables étant profondément enfouies sous les sédiments.

Depuis le début des années 1980, alors que les crises pluviométriques se succédaient, l'émigration a diminué. Est-ce parce que l'Etat a développé une très importante action de lutte contre l'érosion des sols et de valorisation des ressources hydriques dans l'archipel ? Pas seulement, car cette évolution renvoie aussi à d'autres causes, internes et externes, anciennes et récentes.

- 67 % des émigrés et 61 % des migrants de retour enquêtés ont donné comme causes de départ le manque de terres agricoles pour cultiver, la difficulté d'accès à la terre, un chômage agricole partiel.

L'émigration est intimement liée aux structures foncières et démographiques de l'archipel et à la déficience persistante des structures économiques locales. La difficulté d'accès à la propriété, ou seulement à l'exploitation, particulièrement dans les régions densément peuplées (Santiago, Santo Antao, Fogo) et la pauvreté des solutions de rechange au métier d'agriculteur expliquent les départs.

Dès la fin du XVe siècle, les colonisateurs portugais imposèrent dans les îles le modèle foncier alors en vigueur au Portugal : grande propriété aristocratique puis bourgeoise, fonctionnant avec une main d'œuvre bon marché, esclave ou libre, et dont l'accès à la terre fut toujours très limité. Ce sont les sécheresses qui favorisèrent la redistribution foncière : incapables de nourrir leurs esclaves, les propriétaires "morgados" les libéraient et les autorisaient à s'installer sur les sequeiros (terres sèches). Bien que variable selon les îles, la structure foncière est restée, malgré un début de réforme agraire, très inégalitaire et très injuste.

La quasi-impossibilité d'acheter de la terre de regadio (irrigable), en raison du prix très élevé de celle-ci fut et reste un facteur important d'émigration. Le travail à l'étranger permettait d'acquérir l'argent nécessaire pour acheter des terres périodiquement vendues par les propriétaires ruinés par les sécheresses et le relatif abandon de l'archipel par la métropole dès la fin du XIXème siècle.

Mais la terre reste rare au Cap-Vert. Les regadios (terres irrigables) et aussi beaucoup de sequeiros (terres sèches) sont accaparés par quelques grandes familles de latifundiaires et l'Eglise. La propriété en minifundio reste dominante, avec des formes d'exploitation variées en faire-valoir direct, mais surtout mixtes (fermage, métayage et faire-valoir direct). Le problème le plus grave reste celui des paysans sans terre, qui représente encore 40 % des chefs de famille agriculteurs, avec des situations locales, à Santo Antao et Santiago notamment, encore plus préoccupantes. La Réforme Agraire, mise en place par l'Etat et appliquée depuis 1980 vise à réduire les injustices liées à ces structures.

L'accroissement du domaine familial, l'accession à la propriété d'une terre, fut-elle minuscule, apparaît donc comme un important facteur d'émigration. La part des transferts financiers consacrée à l'acquisition de terres le prouve (cf. infra).

- Ce problème de la disponibilité en terres agricoles dépend partiellement de la charge de population, notamment en milieu rural. Les densités générales des îles, surtout des îles agricoles (Santiago, Santo Antao, Fogo, Sao Nicolau) révèlent une pression démographique parfois très forte, aggravée par des conditions physiques qui minorent la disponibilité réelle en terres cultivables.

Population et densités générales Cap-Vert (1987)		
Ile	Population (CA)	Densité (habitants/km ²)
Boa Vista	3 366	5,4
Brava	7.051	110,2
Fogo	34.034	71,5
Maio	4.491	16,7
Sal	7.123	33
Santiago	176.290	177,9
Santo Antao	45.376	58,2
Sao Nicolau	13.519	38,7
Sao Vicente	52.800	232,6
TOTAL CAP-VERT (habité)	344.050	86,3

Source : DG de Planeamento 1989

A Santiago, dans les deux concelhos les plus agricoles, les densités sont les suivantes : Santa Catarina 189,4 et Santa Cruz 174,6. Dans certaines freguesias, les valeurs sont encore supérieures. Les densités par km² cultivé peuvent alors atteindre un niveau considérable. Pour les quatre îles agricoles, elles sont les suivantes (1987) :

Ile	Surface cultivé (km ²)	Densité par km ² cultivé	Taux d'émigration *
Santiago	239	737,6	9
Santo Antao	54	840,3	8
Sao Nicolau	15,7	861,1	17
Fogo	78,1	435,8	5

* en % de la population totale d'après le recensement agricole 1978-1979 (résultats du recensement agricole 1988 non disponibles).

Au total, charge de population et pression foncière sont indissociables dans les îles agricoles et se sont ajoutées aux crises de famines qui, jusqu'au milieu du XX^e siècle, ont profondément affecté l'archipel.

- Parmi les causes anciennes d'émigration, rappelons l'organisation, par le colonisateur, de l'émigration forcée vers d'autres territoires de l'empire ainsi que l'utilisation, par l'administration coloniale, des Cap-Verdiens comme administrateurs subalternes. Dans le premier cas, il s'agissait de contribuer à la mise en valeur agricole des colonies "riches" : Sao Tomé et Angola surtout. Dans le second, les Cap-verdiens, qui avaient bénéficié d'une scolarisation dès le milieu du XIX^e siècle, avaient obtenu le statut d'"assimilados", ce qui leur conférait une supériorité par rapport aux autres sujets de l'empire.

2.2 - Les causes récentes : l'appel de main d'oeuvre par les pays industrialisés et les politiques restrictives (1950-1988)

La recherche de main d'oeuvre étrangère par les pays d'Europe et les Etats-Unis d'Amérique est ancienne. En Europe, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, un mouvement d'émigration, à partir de l'Europe Centrale s'est développé : des populations polonaises et balkaniques s'installèrent en Europe de l'Ouest. La politique de peuplement menée par le gouvernement des Etats-Unis encouragea l'immigration, surtout européenne. C'est dans ce cadre qu'il faut replacer les premières installations de Cap-verdiens en Nouvelle Angleterre, comme marins dans les ports puis ouvriers dans les centres industriels, principalement au début du XX^e siècle.

Alors que la période de l'entre-deux-guerres n'apporta pas, bien au contraire, d'élan à l'immigration dans les pays industriels, la croissance économique soutenue des années 1950-1973 en Europe Occidentale et aux Etats-Unis eut pour conséquence un fort appel de main d'oeuvre auprès des pays sous-développés.